

## OPPOSITION

## Un «Mazafran II» pour bientôt

**Pour faire place à de nouveaux arrivants acquis à l'option de transition démocratique, qui ont émis le souhait de la rejoindre, l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) prévoit de tenir un second sommet après celui de Mazafran organisé le 10 juin 2014.**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là la principale résolution de son sommet, tenu dimanche dernier, au siège national du MSP. Un acte II de la conférence de Zéralda prévu avant la fin de l'année en cours, pouvons-nous lire dans le communiqué sanctionnant les travaux de ce conclave de l'opposition et qui sera précédé d'une rencontre préalable de l'Icso. Une rencontre où il s'agira d'étudier des feuilles de route dont celle «politique» à l'effet de «dynamiser et de réactiver le rôle de l'opposition et organiser son action et sa participation au débat politique et à la protection des libertés».

Relevant «l'engagement de nouveaux partis politiques en son sein, l'Icso invite toutes les élites, qu'elles soient estudiantines, sociales, syndicales, politiques, économiques à participer et à s'impliquer dans l'initiative de transition démocratique pour activer l'ensemble du programme de sensibilisation politique». Elle renouvelle sa détermination à poursuivre l'action politique commune dans le cadre de la «plateforme de Mazafran» dont les faits ont prouvé «la crédibilité du diagnostic politique et des solutions proposées pour répondre à la profonde crise

politique et économique qui se profile». «Les prévisions de l'opposition se sont fort malheureusement avérées quant à la crise économique, sociale et politique dans laquelle patauge le pays», regrettent les membres de l'Icso qui accusent le système de mener le pays «droit dans l'impasse».

«Le jour où nous avons averti et alerté de la gravité de la situation, ceux qui, parmi le système, manquaient d'intelligence et de compétence, nous contredisaient et nous accusaient d'amplifier les choses et que nous disions des choses que nous ne comprenions pas», écrit encore l'Icso qui exprime, par ailleurs, «son entière solidarité avec la presse et condamne fermement le harcèlement des activistes des droits de l'Homme et syndicaux à coups d'interpellations et les



Photo : Samir Sid

Objectif, dynamiser et réactiver le rôle de l'opposition.

arrestations arbitraires comme elle dénonce les atteintes à la liberté d'expression à travers les décrets qui ouvrent les portes à l'espionnage de la vie privée des Algériens, en violation des principes de la

Constitution tout comme elle regrette les atteintes à la liberté de constitution des partis et le refus d'agréement de nombre d'entre eux, en violation de la loi».

M. K.

## RESTITUTION D'ARCHIVES SE RAPPORTANT À LA GUERRE DE LIBÉRATION

# Tayeb Zitouni perçoit de la «bonne volonté» chez les Français

**Tayeb Zitouni, le ministre des Moudjahidine, a saisi l'opportunité que lui offrait la Chaîne 1 de la radio nationale, hier, pour son forum hebdomadaire, surtout pour s'étaler sur la disposition des autorités françaises à restituer les archives.**

Tout en faisant état déjà de la récupération de documents d'archives de valeur, Tayeb Zitouni a jugé utile de mettre l'accent sur la réelle volonté des Français à coopérer, comme le suggèrent les propos tenus en certaines occasions par le Président Hollande ou encore l'évolution qui a vu les Français passer d'«événements d'Algérie» à «la guerre d'Algérie» pour évoquer la colonisation.

Les échanges de documents et les rencontres de personnalités de haut rang des deux pays font dire à Tayeb Zitouni qu'entre la France et l'Algérie, on évolue dans le bon sens. Toutefois, les



Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine.

relations entre les deux pays ne sauraient atteindre le niveau que l'on ambitionne des deux côtés de la Méditerranée sans l'évocation de l'histoire qu'ils partagent, a encore ajouté le ministre des Moudjahidine.

Sur le même sujet, et même s'il a pris la précaution de souligner que jamais on ne pourra récupérer la totalité des archives, M. Zitouni a fait savoir que l'Algérie a récupéré de la documentation sur l'histoire de la Révolution auprès d'une douzaine de pays, tout en insistant pour dire : «ce qui existe en Algérie, nous suffit pour écrire l'Histoire» et à ce titre un immense travail a été entrepris, comme l'illustrent les 13 000 heures de témoignages audio et vidéo enregistrées.

Sur une question ayant trait aux polémiques suscitées par de récents écrits et des interventions sur l'histoire de la Révolution, le ministre a laissé tout le monde sur sa faim, préférant éluder le sujet en s'aidant d'un simple conseil pour dire «gardons en tête l'intérêt national» et d'évoquer ce cimetière de Tissemsilt où reposent des martyrs originaires des 48 wilayas d'Algérie pour, visiblement, évacuer toute considération régionaliste ayant un quelconque lien avec la lutte pour la libération.

M. Azedine

## À L'INITIATIVE DE SAÏD SADI

# Une fondation dédiée au développement solidaire

L'ex-président du RCD est loin de prendre sa retraite. En sus d'animer des conférences autour essentiellement de l'histoire du pays, suscitant même des polémiques presque à chacune de ses sorties publiques, Saïd Sadi est sur le projet de mise sur pied d'une fondation.

Dédiée au développement solidaire, la première rencontre des membres fondateurs de AFUD (Analyser, former, unifier et développer), c'est la dénomination de l'entité, s'est tenue le 24 octobre écoulé. Ce conclave, tenu à Alger, auquel ont pris part autour de Sadi pas moins de 43 chercheurs, entrepreneurs, élus, animateurs d'ONG, a eu à débattre des motifs, des fondements et des objectifs assignés à ladite fondation ainsi que ses domaines d'intervention prioritaires.

AFUD se propose de recruter ou d'accompagner des porteurs de projets agissant dans les secteurs embrassant l'environnement, les PME/PMI, le tourisme solidaire, la protection du patrimoine matériel et immatériel.

Impliquant dans un premier temps une quinzaine de wilayas, AFUD se dote de trois antennes basées à Montréal, Paris et Bruxelles, pour permettre une association conséquente et structurée de la communauté expatriée soucieuse de participer à la libération et la mobilisation du potentiel de développement local.

Des commissions sont chargées de l'esquisse du programme de l'année 2016 et les statuts de la fondation seront déposés à la fin du mois de novembre, indique un communiqué du comité préparatoire de ladite fondation.

M. K.

## RÉVISION DE L'ACCORD COMMERCIAL PRÉFÉRENTIEL ALGÉRO-TUNISIEN

# Essid appelle à l'accélération des consultations

**Le chef du gouvernement tunisien, Habib Essid, a appelé hier à Alger au parachèvement des consultations relatives à l'activation et à la révision «dans les plus brefs délais» de l'accord commercial préférentiel en vue de promouvoir les échanges commerciaux qui restent en deçà des potentialités des deux pays.**

Dans une allocution aux travaux de la 20<sup>e</sup> session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, M. Essid a plaidé pour l'amélioration et le rapprochement des avantages tarifaires échangés entre les deux pays et à l'élargissement de la liste des produits à utilité dans le cadre de l'accord commercial préférentiel, entré en vigueur en mars 2014.

Le chef du gouvernement tunisien a estimé que l'échange commercial entre l'Algérie et son pays «reste en deçà des potentialités importantes que recèlent les deux pays et des partenariats établis dans d'autres domaines».

M. Essid a estimé que l'activa-

tion de l'accord permettra d'«établir un partenariat économique stratégique efficient pour activer les échanges commerciaux et encourager l'investissement commun entre les deux pays».

«Pour réaliser le bond qualitatif tant escompté sur la voie de l'instauration d'un partenariat stratégique efficient et solidaire, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour aplanir les difficultés rencontrées dans certains secteurs-clés de coopération (notamment l'échange commercial)», a indiqué le chef du gouvernement tunisien.

L'évaluation préliminaire de l'accord commercial préférentiel entre

l'Algérie et la Tunisie a révélé un excédent commercial au profit de la partie algérienne, contre un déficit important pour les échanges hors hydrocarbures, selon l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Tunisie ont atteint près de 2,1 milliards de dollars en 2014 (même montant enregistré en 2013) mais l'excédent commercial algérien a connu une baisse de près de 100 millions de dollars, en raison de la hausse des importations et le recul des exportations algériennes vers la Tunisie.

Les exportations algériennes constituées essentiellement d'hydrocarbures ont reculé à 1,5 milliard de dollars (-4,5%), alors que les importations ont atteint 516, 6 millions de dollars (+4,5%).

Cependant, plusieurs exportateurs algériens, notamment de bois-

sons, se plaignent de la taxe imposée par la partie tunisienne, en dépit de l'existence de cet accord, sur la consommation des produits importés.

Le ministère du Commerce a, dans cet esprit, demandé l'annulation officielle de cette taxe, a indiqué une source du ministère dans une déclaration à l'APS la qualifiant de «discriminatoire» pour les exportations algériennes.

La question est en cours d'examen au niveau de la commission mixte de suivi de l'accord, précise la même source.

Par ailleurs, le Premier ministre tunisien a insisté sur l'impératif de «favoriser les investissements et saisir les opportunités économiques qui permettront au secteur privé ainsi qu'aux opérateurs économiques en général de jouer un rôle plus efficace dans l'établissement de partenariats économiques

durables et le renforcement des investissements communs dans nombre de secteurs prometteurs».

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a, de son côté, estimé que suite à l'évaluation menée par la commission de suivi de l'action bilatérale lors de sa dernière réunion à Tunis «nous sommes convaincus plus que jamais que la coopération va crescendo grâce aux nouveaux acquis dans les domaines de l'énergie, l'industrie, les transports, les technologies de communication et la coopération financière».

Ces réalisations nous «encouragent à investir d'autres secteurs tels les échanges commerciaux, l'agriculture et le développement des régions frontalières auxquelles nous accordons un intérêt particulier du fait de leurs portées historiques et militantes communes», a-t-il dit.

APS